

De l'avis général, la session a été fructueuse. Les discussions politiques marquées au coin de la franchise et de l'intimité, se sont révélées particulièrement utiles. Le communiqué a voulu montrer clairement à l'opinion publique qu'en face des résultats négatifs de la deuxième conférence de Genève tous les États membres s'entendent sur la politique à adopter à l'égard de l'Allemagne. Il a également démontré que le Conseil, tout en prenant conscience de la menace qui se dresse pour le monde libre en Asie et au Moyen-Orient, se rend compte que les problèmes relatifs à l'Europe sont loin d'être résolus et continueront d'exiger de lui une attention soutenue.

### COMMUNIQUÉ FINAL

Le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu sa session ministérielle régulière à Paris, les 15 et 16 décembre. Les États membres étaient représentés par leurs ministres des Affaires étrangères, de la Défense nationale et des Finances. Le Dr Kristinn Gudmundsson, ministre des Affaires étrangères de l'Islande, présidait les séances.

#### I

Le Conseil a procédé à un examen approfondi de la situation internationale.

Il s'est unanimement félicité de la force avec laquelle les trois Ministres occidentaux ont présenté à la deuxième Conférence de Genève les propositions dont les grandes lignes avaient été arrêtées aux précédentes réunions du Conseil atlantique. Ces propositions visaient à réaliser la réunification de l'Allemagne par des élections libres, permettaient au Gouvernement de l'Allemagne unifiée de choisir librement sa politique étrangère et offraient à l'URSS un pacte de sécurité.

Le Conseil a constaté avec regret:

1. que l'URSS a catégoriquement refusé d'étudier la question de la réunification de l'Allemagne au moyen d'élections libres, malgré la directive établie à la première Conférence de Genève.
2. qu'elle s'est opposée à tout système efficace de contrôle des armements y compris les inspections aériennes proposées par le Président Eisenhower.
3. qu'elle a montré ses craintes et son hostilité à l'égard d'un libre échange d'information entre les peuples de l'Union soviétique et les peuples du monde libre.

Le Conseil déclare que le résultat négatif de la Conférence de Genève n'a en aucune façon mis un terme aux efforts des Puissances du Pacte atlantique en faveur de la réunification de l'Allemagne dans la liberté, cette réunification restant à leurs yeux une condition indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable.

Le Conseil rappelle que le Gouvernement de la République fédérale est le seul gouvernement librement et légitimement constitué en Allemagne, ayant, de ce fait, qualité pour parler au nom de l'Allemagne et représenter le peuple allemand dans les affaires internationales; souligne à nouveau que la sécurité et le bien-être de Berlin doivent être considérés dans la situation internationale actuelle comme un des éléments essentiels de la paix du monde libre; insiste